



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Communiqué de presse

Le Cannet des Maures, le 23 janvier 2024

Manifestations d'agricultrices.eurs : la Confédération paysanne propose une voie de sortie en rupture avec le dogme du libre-échange.

Les mobilisations d'agricultrices et agriculteurs en France et en Europe, dont les dernières dans le Sud-Ouest, sont le symptôme d'une crise profonde de la rémunération et de la reconnaissance des paysan.nes.

Cette crise est la conséquence directe des politiques économiques ultralibérales menées depuis plusieurs décennies par l'Etat et l'Union Européenne, en cogestion avec la FNSEA au niveau national et le COPA-COGECA au niveau européen.

La Confédération paysanne souhaite que la colère dans nos campagnes soit enfin entendue et suivie d'effets sur la question du revenu agricole.

Nous demandons solennellement au Président de la République Emmanuel Macron deux mesures concrètes et immédiates :

- **l'arrêt définitif des négociations de l'accord de libre-échange UE-Mercosur**, un moratoire sur tous les autres accords commerciaux en négociation et un réexamen de tous les accords en vigueur, concernant la concurrence déloyale engendrée par cette politique de libre-échange, y compris au sein de l'Union Européenne. Il est nécessaire de mettre en place des **prix minimum d'entrée** afin que les importations ne cassent pas le marché français.
- Une loi interdisant enfin l'achat de nos produits agricoles en-dessous de leur prix de revient. La loi espagnole sur les chaînes alimentaires est ainsi un exemple possible d'instauration de prix planchers.

Nous constatons que les gestions sanitaires régulièrement incohérentes et les normes calquées sur l'industrie participent à la colère agricole. La gestion des épizooties de gripes aviaires ou de pestes porcines ont des conséquences calamiteuses. La production de porc plein air a quasiment disparu de notre département alors que la demande est forte.

L'aberration administrative est également une réalité. La Confédération paysanne du Var a participé à une action régionale mardi dernier (le 16 janvier) à la DDT du 05 pour dénoncer un document supplémentaire qui est demandé par l'administration pour l'achat des chiens de protection. C'est un exemple de plus d'un document qui ne sert à rien.

En revanche, l'enjeu climatique et environnemental est plus brûlant que jamais. L'agriculture est en première ligne et va en subir les plus graves conséquences. Face aux aléas de plus en plus violent, la réponse du tandem gouvernement-FNSEA est la fin du système de calamité agricole publique pour un système tout assurantiel privé plus onéreux et inefficace.



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Nous demandons la mise en place d'un grand plan agricole qui permette d'engager l'agriculteur français dans la transition agroécologique qui soit cohérent en protégeant le revenu des paysan-ne-s et en relocalisant la commercialisation.

Face à ces constats, la Confédération paysanne continuera à être mobilisée pour le revenu paysan et la reconnaissance de notre métier, comme cela a été le cas sur les MAEC, la bio, l'élevage plein-air ou sur les secteurs en difficulté comme l'apiculture, l'élevage et les fruits et légumes.

Au regard de l'impasse actuelle et face à l'urgence sociale et écologique, continuons à être force de propositions pour sortir de ce constat d'échec et réorienter durablement le développement agricole pour des paysannes et paysans nombreux dans des campagnes vivantes.

Pas de pays sans paysannes et paysans nombreux et rémunérés !

Contacts :

- Sylvain Apostolo, porte parole : 0623683433
- Laetitia Bauer, animatrice : 0630609714